

Peut-être faudrait-il à certain s'apercevoir que la Bretagne existe, simplement, pour comprendre la structure sociale et politique du nordouest français.

Les territoires ne sont pas uniformes et la diversité est une richesse, est ce si révolutionnaire de dire cela à EELV ? Mais ce que certains n'ont pas compris c'est qu'il existe un droit à exprimer et à vivre cette diversité.

La problématique demande de sortir de l'instant et de concevoir que tous les territoires n'ont pas la même histoire. Il existe un projet breton à 5 départements et ceci depuis plus d'un siècle, ce projet s'est construit sur un espace humain qui se reconnaît comme tel par son désir actuel, forgé sans aucun doute par son histoire et sa sociologie. Oui c'est un projet identitaire dans le sens où un espace possède l'intention d'exister à 70% d'adhésion sur l'ensemble de ce territoire. A ce niveau ce n'est plus un élément de l'équation c'est le problème même.

La création des PDL visait, actionnée par deux acteurs, l'état central jacobin et une partie de la bourgeoisie nantaise aux intérêts différents mais en l'occasion convergents a empêcher la création de cet espace dont le dynamisme politique ne peut qu'amoindrir leur pouvoir respectif et dont pour des raisons historiques, ils concevaient une peur sociale (peur de l'émigré, du pauvre, du chouan, du barbare littéralement celui qui ne parle pas la langue qu'il faut).

Peurs exprimées qui ont ressurgies comme autant d'archétypes dans les propos d'un Jacques Auxiette ou d'un Bernard Cazeneuve

La manipulation des autres départements PDL doit donc être, en premier, historiquement compris et sans doute par eux-mêmes. Leurs populations semblent en avoir d'ailleurs conscience : un sondage à donné 53 % d'avis favorables à la réunification sur les départements des PDL hors Loire Atlantique. On mesure le décalage entre le politique et les populations (les chiffres majoritaires pour le Grand Ouest étant obtenus par interdiction politique de poser la question revendiquée depuis 40 ans par les populations, ce qui est démocratiquement inacceptable).

Le projet du grand ouest est une manœuvre qu'aucune démocratie européenne n'a osé imaginer : ce qui équivaldrait à la dilution de l'Ecosse par rattachement du nord de l'Angleterre, du Pays Basque espagnol par l'adjonction à la Vieille Castille, ou du Pays de Galle par le West Midland. Ce procédé est d'ailleurs formellement interdit par les textes européens et leurs équivalences historiques ne se retrouve qu'en Irlande du Nord et dans le contexte stalinien (comme on le voit pas franchement démocratique).

C'est d'ailleurs un des arguments du communiqué EELV ci-joint, signé par nos porte-paroles nationaux, suite au vote de la loi, "En cela il viole une nouvelle fois la Charte européenne de l'autonomie locale. Résultat : des régions sont fusionnées malgré elles (Limousin, Alsace, Nord Pas de Calais...) et les territoires qui depuis des décennies demandaient une remise à plat du redécoupage régional ont, une nouvelle fois, été ignorés (Bretagne, Centre Val de Loire, Savoie...)." "

La Bretagne refusera son effacement fusse au prix du maintien de la région actuelle. La mobilisation inhabituelle, lors du dernier mouvement des milieux culturels, et de l'ouest de la péninsule l'indique et ceux qui ne voient dans l'attitude de Jean Yves Le Drian que celle d'un baron socialiste attaché à son siège n'ont rien compris au mouvement amorcé depuis plusieurs

années. Au delà de la défense de sa culture, que les propos agressifs ne rassurent guère il existe un dynamisme propre.

Dernièrement le conseil régional de Bretagne s'est prononcé pour une assemblée unique avec disparition des départements, ce serait difficile et pas forcément acquis, mais il y a là une logique de projet qui montre que les Bretons ne sont pas forcément dans les schémas français classiques (même s'ils se sentent français) si l'on rajoute la maîtrise de ses ports, et revendication de compétences spécifiques, les bretons demandent donc à gérer leur espace de manière disons plus autonome, il y a là un hiatus important avec le reste de l'ouest français, la Bretagne a forgé une partie du régionalisme français et n'y renoncera pas, même si aujourd'hui on lui impose le retour au centralisme, et elle sait que le grand Ouest ne peut être le réceptacle d'une telle évolution. D'autre part le Grand Ouest ligérobreton centré sur un axe NantesRennes (avec un bel aéroport entre les deux) sera perçu, comme étant la logique de métropoles que les villes moyennes et les zones rurales bretonnes refusent jusqu'à la crispation comme le montre le mouvement des bonnets rouges.

Alors que faire surtout pour EELV : la situation actuelle maintenue étant une mauvaise solution de l'avis de tous (la visite de Valls pour y défendre une politique maritime des pays de la Loire l'illustre en confinant à la provocation en direction de la Bretagne) et comme il a été montré plus haut le grand ouest ne se fera pas ou alors dans une contrainte des bretons non souhaitable.

La proposition de Ronan Dantec, offre de synthèse au fort goût de réunification, relayée par des historiens et des géographes comme Pierre Yves Le Rhun, montre que l'ouverture est bien du côté breton malgré les indignes accusations de fermeture. Que voit-on en face ? : aucun geste des tenants du Grand Ouest ce qui montre bien leur démarche « normalisante » se refusant à traiter un territoire dans sa spécificité et non pas dans des schémas globaux inadaptés. Quand monsieur Ayrault prononcera les mots « assemblée de Bretagne » les positions des uns et des autres bougeront peut-être.

EELV doit se positionner localement comme elle l'a fait au plan national et européen dans un sens régionaliste. Et respecter ainsi les 5 dernières campagnes électorales en Loire Atlantique et sur la région où elle a soutenu la réunification de la Bretagne, la dernière étant celle de Pascale Chiron particulièrement symbolique sur la ville de Nantes. Est-ce vraiment si difficile de respecter ses promesses électorales ?

EELV prône la reconnaissance de la diversité et le respect des projets portés par les populations. Il lui faut donc comprendre ce que signifie ne pas être jacobin (difficile dans la culture française) mais indispensable. Ne pas être jacobin c'est reconnaître l'existence d'entités infranationales que nous pourrions appelé régions à spécificité (terme européen : minorité nationale) avec lesquels on doit engager un vrai dialogue pour enfin les intégrer sans ressentiment dans l'ensemble national, ces entités minoritaires ont des droits collectifs à l'existence que l'on ne peut opposer aux droits individuels (le jacobinisme ne reconnaît que des droits individuels et un découpage du territoire imposé de manière uniforme par l'état administratif central).

La démocratie consiste donc à vérifier l'existence et la volonté du projet breton et si les populations sont contre alors d'autres solutions s'ouvriront.

La démocratie exige la réalité du droit d'option (sans veto de la région d'origine ce qui réactiverait la démarche antidémocratique de la création des PDL) et dans ce cadre la possibilité d'expression des populations comme l'avait évoqué Ronan Dantec au Sénat.

Dans ce cadre il faut penser à long terme, monter dans la chaloupe régionaliste plutôt que de rester sur le Titanic socialiste, c'est s'assurer une réelle autre politique pour l'avenir. Le PS ayant montré son conservatisme dans ce domaine qu'ont courageusement dénoncé nos parlementaires.

Garder un discours différent est absolument indispensable en cohérence avec l'image que vient de montrer EELV au niveau national. En Bretagne l'adage politique disait « breton en Bretagne Jacobin à Paris ». EELV 44 et PDL va-t-elle inventer Jacobin en province régionaliste à Paris ? Un bon moyen pour se couler électoralement. Peu importe que l'on ait à gérer les PDL (ou plus sûrement à siéger dans l'opposition) dans les années qui viennent si l'on tient un discours cohérent.

Les deux approches « régionaliste » et « jacobine » sont antinomiques et ne peuvent honnêtement coexister dans un programme politique cohérent c'est pour cela qu'EELV doit choisir être jacobine ce qui semble contraire à sa culture ou assumer la demande de dialogue avec les régions à spécificité pour faire bouger le modèle centraliste français.

Les conservateurs anglais ont eu la force démocratique de le faire dans un risque beaucoup plus important, EELV peut-elle arriver à leur niveau !

René Leyoudec : Adhérent EELV La Chapelle Launay

Jacques Hermouet : Coopérateur EELV Saint Étienne de Montluc

Christine Lepage : Adhérente EELV Couëron

Gilbert Jouan Adhérent EELV Couëron

Bernard Lepage Sympathisant EELV Couëron